EDITION DU CENTENAIRE

KARL MARX & FRIEDRICH ENGELS

MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

1848-1948

5 F–
édition de 1948

MANIFESTE
DU
PARTI COMMUNISTE



Karl MARX

(1818-1883)

AVANT-PROPOS

En 1789, la bourgeoisie française s'emparait du pouvoir et publiait la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Mais l'ordre nouveau que la bourgeoisie allait établir était l'ordre capitaliste, c'est-à-dire un nouveau système d'oppression fondé sur l'exploitation de la classe ouvrière par la classe capitaliste qui détient les principaux instruments de production.

De 1789 à 1848, la grande industrie capitaliste a fait, en France, suivant l'exemple de l'Angleterre, de rapides progrès. Mais l'augmentation de la production était accompagnée d'une exploitation et d'une misère croissantes des travailleurs. Dans sa course aux profits, le capitalisme allongeait jusqu'à l'extrême la journée de travail, racolait en masse les femmes et les enfants pour le travail industriel, ruinait et rejetait dans les rangs du prolétariat d'innombrables représentants des classes moyennes.

Au fur et à mesure que se développait la grande industrie, la classe ouvrière croissait en nombre. La concentration capitaliste engendrait la concentration du prolétariat en masses plus denses.

Par voie de conséquence, les luttes individuelles des travailleurs contre les patrons tendaient progressivement à se transformer en une lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Le premier soulèvement ouvrier est celui des *canuts* lyonnais, en 1831 ; les années 1838-1842 voient le point culminant du premier mouvement ouvrier national, le chartisme anglais ; en juin 1848, Paris connaîtra la première insurrection indépendante de la classe ouvrière.

Mais, quelles que puissent être la violence et l'ampleur de ces luttes, elles revêtent encore un caractère spontané ; la classe ouvrière qui les mène n'a pas connaissance des lois et du devenir du régime qui l'opprime ; elle n'a pas une conscience claire du rôle historique qui lui incombe dans la libération de la société et dans sa propre libération.

Suivant le terme du *Manifeste*, le communisme n'était encore qu'un spectre. Jusqu'au *Manifeste*, aucune critique scientifique de la société bourgeoise n'avait été élaborée.

Ainsi que le dit LÉNINE[1] :

> « Le socialisme primitif était un socialisme *utopique*. Il critiquait la société capitaliste, la condamnait, la maudissait ; il rêvait de son abolition, s'efforçait d'imaginer un régime meilleur ; il démontrait aux riches l'immoralité de l'exploitation.
>
> Mais le socialisme utopique ne pouvait pas indiquer la bonne solution. Il ne savait ni expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, ni découvrir les lois de son évolution, ni trouver la *force sociale* susceptible d'entreprendre la création d'une nouvelle société. »

C'est au milieu de cette confusion, mais aussi de cette grande fermentation intellectuelle et sociale, que MARX et ENGELS publièrent le *MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE*.

***

MARX allait avoir 30 ans. Né en Rhénanie en 1818, il fut d'abord le disciple du grand philosophe idéaliste allemand, Hegel, mais il dépassa rapidement la philosophie hégélienne en la remettant « sur ses pieds », c'est-à-dire en lui donnant comme base la réalité du monde matériel. Après avoir combattu en Allemagne pour les idées de progrès, il était venu en France en 1843. Il avait découvert le mécanisme de l'économie capitaliste et de l'exploitation du travail salarié. Il s'était familiarisé avec tous les courants de la pensée socialiste française, de beaucoup la plus riche à l'époque. C'est à Paris qu'il rencontra Frédéric ENGELS et que se noua entre ces deux hommes cette amitié incomparable qui ne se démentit jamais. ENGELS, de deux ans plus jeune que MARX, était le fils d'un manufacturier de Barmen, en Rhénanie. Lui aussi avait été formé par la philosophie hégélienne, dont il ne conserva, ensuite, comme MARX, que la méthode de pensée dialectique pour l'appliquer aux phénomènes réels de la nature et de la société. En 1842, ENGELS était venu en Angleterre où, en étudiant les conditions d'existence des ouvriers, il devint socialiste. En 1845, il publia un ouvrage sur la « Situation des classes laborieuses en Angleterre », à

(1) KARL MARX et sa doctrine (LÉNINE), page 15.

propos duquel LÉNINE a dit : « ENGELS démontra *le premier* que le prolétariat *n'est pas seulement* la classe qui souffre, mais que justement la situation économique honteuse dans laquelle se trouve le prolétariat le pousse irrésistiblement en avant et l'incite à lutter pour son affranchissement définitif. »

Après avoir été chassé de France, à la demande du gouvernement prussien, MARX se rendit en Belgique. C'est là qu'il s'affilia avec ENGELS à une société secrète de propagande, appelée *LA LIGUE DES JUSTES*. Le premier congrès général de la Ligue se tint à Londres, en juin 1847. La Ligue y fut complètement réorganisée sur des bases démocratiques et prit le nom de *Ligue des communistes*.

Au second congrès, qui eut lieu du 30 novembre au 8 décembre de la même année, MARX et ENGELS furent chargés, après l'adoption unanime de leurs principes, de rédiger et de publier le programme théorique et pratique du Parti. La date de la parution du *Manifeste* montre qu'ils s'acquittèrent immédiatement de leur tâche.



LÉNINE a dit du *Manifeste* :

> « Cet ouvrage expose avec une clarté et une précision géniales la nouvelle conception du monde, le matérialisme conséquent embrassant aussi le domaine de la vie sociale, la dialectique présentée comme la science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution, la théorie de la lutte de classe et du rôle révolutionnaire historique mondial du prolétariat, créateur d'une société nouvelle, la société communiste. » [1]

Dans un article sur Fr. ENGELS, publié en 1896, il disait encore, à propos du *Manifeste* :

> « Cette plaquette vaut des tomes : son esprit fait vivre et se mouvoir, jusqu'à nos jours, l'ensemble du prolétariat organisé et combattant du monde civilisé. »

Le *Manifeste* apporte, en effet, une nouvelle conception du monde ; il constitue une véritable révolution dans l'histoire de la pensée socialiste, révolution qui commande le développement de la théorie socialiste et du mouvement ouvrier, jusqu'à nos jours.

(1) « KARL MARX et sa doctrine », page 7.

L'analyse que donnent MARX et ENGELS de la société bourgeoise et des forces qui déterminent son évolution est entièrement nouvelle. Tous les travaux antérieurs des philosophes allemands, des économistes anglais, des socialistes français ont préparé le chemin qui conduisait à MARX, mais la naissance du marxisme n'est pas un simple progrès ordinaire par rapport aux doctrines antérieures. Elle est un changement qualitatif dans le développement théorique ; elle fait accomplir à la théorie un *bond* au sens dialectique du mot.

D'abord, parce que le marxisme, en découvrant la conception matérialiste de l'histoire et les lois de développement de la société capitaliste, a fait du socialisme une science, alors qu'il n'était jusqu'à lui qu'un rêve. Le marxisme démontre scientifiquement le caractère inéluctable de la transformation de la société capitaliste en société socialiste ; il éclaire scientifiquement les voies de cette transformation. Il inaugure la période du socialisme scientifique.

Ensuite, parce que le marxisme, en découvrant dans le prolétariat la force sociale capable de mener à bien la transformation nécessaire de la vieille société en une société nouvelle, a fait du socialisme une arme au service de la classe ouvrière pour sa lutte émancipatrice, alors que les doctrines utopiques étaient l'apanage de cercles étroits. Le marxisme met fin à la rupture entre la pensée et l'action ; il réalise la synthèse du mouvement ouvrier et du socialisme, l'unité de la théorie et de la pratique. MARX et ENGELS ne seront pas seulement des théoriciens de génie, mais les dirigeants et organisateurs effectifs des luttes du prolétariat.

On a vanté avec raison la beauté du *Manifeste*, la vigueur incomparable du style, la rigueur des développements logiques. De nombreuses phrases du *Manifeste* sont devenues justement célèbres et restent gravées dans la mémoire des travailleurs. Cela peut donner l'illusion que le *Manifeste* est un texte simple dont on assimile facilement la substance et qu'il n'est pas nécessaire de lire, de relire et d'étudier encore. Ce serait une grave erreur.

La simplicité apparente du *Manifeste* cache une telle richesse de pensée qu'il convient de réfléchir sur chaque phrase pour en comprendre la profonde signification.

⁂

Le *Manifeste* éclaire d'abord le problème de la lutte des classes. La société est formée de classes sociales antagonistes ; la lutte des classes a été le ressort de toute l'évolution historique depuis que les sociétés humaines sont divisées en classes ; cette lutte a eu un rôle progressif, elle a fait avancer l'humanité

vers des formes d'organisation supérieures qui ont permis d'accroître les forces productives, d'augmenter la maîtrise des hommes sur la nature.

La lutte entre les classes antagonistes conduit à des changements brusques, à des révolutions pour passer à une étape supérieure de l'organisation sociale. Cette forme de progrès, résultant de la lutte d'éléments contraires et inséparables, réagissant sans cesse les uns sur les autres, constitue ce que l'on nomme l'évolution dialectique. D'un bout à l'autre le *Manifeste* est un exemple parfait de cette conception dialectique qui est la forme supérieure de la pensée scientifique.

⁂

Le premier chapitre du *Manifeste* brosse la fresque magistrale de la naissance et de l'essor de la bourgeoisie, du rôle révolutionnaire qu'elle a joué dans l'histoire. Il montre comment les puissantes forces productives qu'elle a fait surgir se révoltent, à un certain degré de leur développement, contre les rapports de production capitalistes, les crises économiques étant la manifestation brutale de cette révolte. En regard du développement de la bourgeoisie, il dessine, en traits impérissables, la croissance du prolétariat, l'exploitation grandissante de sa force de travail devenue marchandise, sa formation en classe, la concentration de ses effectifs, la montée de ses luttes et de son organisation ; il définit son rôle émancipateur en tant que classe montante et révolutionnaire du monde moderne.

Cependant, la classe ouvrière n'est pas une classe révolutionnaire comme les autres. Jusqu'alors, la lutte des classes avait eu pour résultat de remplacer la minorité au pouvoir par une autre minorité, de substituer à une forme d'oppression une autre forme d'oppression. La lutte de la classe ouvrière, qui est « le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité », a pour rôle historique de fonder la société *sans classes*, de mettre fin à jamais à la lutte des classes, de libérer l'humanité des violences et des misères engendrées par la division de la société en classes antagonistes.

⁂

Le deuxième chapitre, appréciant le rôle des communistes en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, montre que la doctrine communiste est l'expression conséquente de la réalité sociale et de son mouvement et non le fruit de l'imagination d'un quelconque « réformateur ». Il retourne brillamment les

« arguments » anticommunistes de la réaction contre leurs auteurs et met en lumière pour chaque grand problème (propriété, culture, famille, nation, etc...) le caractère supérieur des solutions communistes. L'énoncé sommaire des mesures à prendre par la classe ouvrière au pouvoir, qui vient en fin de chapitre, illustre la prudence de MARX et d'ENGELS, chaque fois qu'ils abordent un domaine ne relevant pas directement des lois de la société existante et de l'expérience historique ; le *Manifeste* note que « ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays » ; et, dans leur préface du 24 juin 1872, les auteurs iront jusqu'à dire qu' « il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II ».

⁂

Le troisième chapitre est consacré à la critique des différents systèmes socialistes plus ou moins répandus il y a cent ans. L'intérêt de cette critique n'est pas exclusivement historique. D'une part, la réaction n'hésite pas à recourir, de nos jours, aux pièces rouillées de tel ou tel de ces systèmes pour combattre le marxisme vivant et désorienter les travailleurs. D'autre part, et surtout, la critique montre comment chacune des vieilles « théories » recouvre, consciemment ou non, un contenu de classe : socialisme féodal, socialisme bourgeois, socialisme petit bourgeois, telles sont les formules de MARX et d'ENGELS pour désigner ces doctrines. Dans la situation absolument nouvelle d'aujourd'hui, alors que les « théories » des socialistes de droite de notre temps servent délibérément à justifier les menées expansionnistes et agressives de l'impérialisme, la critique marxiste apprend aux travailleurs et aux hommes de progrès à découvrir, sous la phraséologie « socialiste », la réalité de la réaction et de la trahison.

Enfin, dans son quatrième chapitre, le *Manifeste* montre que les communistes défendent partout les forces de progrès ; que, par exemple, dans les pays où la bourgeoisie n'a pas encore pris le pouvoir, leur rôle est de participer en tête de la lutte révolutionnaire contre le monde féodal, de façon à pouvoir passer à la phase suivante qui sera le renversement de la société capitaliste. « Les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays », lit-on dans ce chapitre.

Dans chaque pays, la classe ouvrière a des tâches particulières à remplir correspondant aux conditions économiques et politiques différentes. Mais, d'autre part, les prolétaires de tous les pays sont solidaires parce que tous, sous des formes diffé-

rentes, mènent le même combat pour leur affranchissement et celui de l'humanité. Ils doivent s'unir pour être forts, et c'est pourquoi le *Manifeste* se termine par cet appel qui, depuis 1848, n'a cessé de résonner de plus en plus haut à travers le monde :

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! »

⁂

En 1848, la classe dominante était encore une classe nationale dans chaque pays. La faiblesse du mouvement ouvrier naissant incitait la bourgeoisie à consacrer à la défense du pays contre l'étranger des forces qui n'étaient pas toutes requises par la lutte contre les exploités, faibles, dispersés, et peu organisés. L'indépendance nationale, la grandeur nationale étaient, aux yeux des capitalistes, les conditions de leur propre grandeur, du développement de leur richesse, du maintien de leurs privilèges qu'aucune menace interne ne semblait mettre en péril.

« Les ouvriers n'ont pas de patrie », écrivaient MARX et ENGELS dans le *Manifeste*. Par cette formule lapidaire, qui a suscité tant de commentaires imbéciles, ils constataient, en 1848, un état de fait : le développement capitaliste avait dépouillé les travailleurs de la propriété de leurs instruments de production ; une exploitation féroce les excluait de toute participation au patrimoine matériel et intellectuel de la nation ; ils ne pouvaient, sans se trahir eux-mêmes, sans renoncer à leur action internationale pour élever et libérer leur classe, soutenir des revendications « patriotiques » qui n'étaient que les revendications égoïstes de leurs maîtres.

Mais, développant aussitôt leur pensée, MARX et ENGELS précisaient que le prolétariat est « national, quoique nullement au sens bourgeois du mot ». Avec une vue sûre de l'avenir, ils assignaient au prolétariat la tâche de « s'ériger en classe nationalement dominante », de « devenir lui-même la nation ».

Et voici que ce mouvement historique s'est réalisé sous nos yeux. En dehors même de l'Union Soviétique et des pays de démocratie nouvelle, où les destinées de la patrie sont, de même que le pouvoir, aux mains de la classe ouvrière alliée aux paysans et aux intellectuels, chaque grand pays capitaliste nous offre le spectre d'une classe dominante réduite à une poignée de monopoleurs, sans patrie, liés par mille combinaisons financières aux monopoleurs des autres pays.

Comme toute classe sociale dont le rôle historique est achevé, le grand capitalisme s'est détaché de la nation ; mieux à la recherche d'un appui extérieur contre les forces sociales

montantes, il livre, en cas de besoin, la nation à la réaction étrangère, hier au fascisme hitlérien, aujourd'hui à l'impérialisme américain.

Et c'est désormais la classe directement ennemie des trusts, la classe ouvrière, la classe ascendante du monde moderne, qui tient en ses mains puissantes l'intérêt national. Selon la prévision géniale de MARX et d'ENGELS, la classe ouvrière tend à « devenir elle-même la nation ».

C'est autour d'elle et de son parti que se rassemblent, dans chaque pays, toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple. Hier au premier rang dans la lutte des nations contre l'oppression hitlérienne, elle est aujourd'hui en tous lieux la sauvegarde essentielle de la souveraineté et des intérêts de la patrie, menacée par les menées impérialistes, et par la politique de démission nationale de leurs valets.

***

Affirmer le caractère scientifique de la théorie, dont le *Manifeste* a donné le premier exposé général, c'est dire que cette théorie ne pouvait pas rester au point mort pendant un siècle. Aucune science ne reste immobile. Le propre de la science, c'est de s'enrichir sans cesse de l'expérience et des connaissances nouvelles.

Depuis cent ans, les maîtres de la science marxiste n'ont cessé de la perfectionner et de l'enrichir, en même temps qu'ils en défendaient les principes contre les attaques ou les falsifications des représentants des intérêts ennemis dans le mouvement ouvrier.

De cette double action pour la défense et l'enrichissement du marxisme, MARX et ENGELS ont eux-mêmes donné l'exemple jusqu'à leur mort.

Depuis la disparition d'ENGELS, la défense victorieuse des principes du marxisme contre le revisionnisme (abandon du matérialisme philosophique, théorie de l'atténuation des contradictions capitalistes, négation de la lutte des classes et du caractère de classe de l'Etat, socialisme sans lutte, etc...) a été conduite par LÉNINE, puis par STALINE.

Poursuivant l'œuvre créatrice de MARX et d'ENGELS, LÉNINE et STALINE ont fait progresser le socialisme scientifique dans les conditions historiques de leur temps.

LÉNINE a notamment analysé la phase dernière du capitalisme, la phase impérialiste que MARX et ENGELS n'avaient pas connue ; après avoir démontré la possibilité à cette étape de la victoire du socialisme d'abord dans un seul pays, il a fait

revivre l'enseignement de MARX sur l'Etat et la révolution, en l'enrichissant de l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917 ; il a tracé le plan général de la construction d'une société socialiste ; il a défini les conditions de l'alliance indispensable de la classe ouvrière avec la paysannerie, et aussi avec les peuples coloniaux ; il a donné une conception achevée du parti de la classe ouvrière, dont MARX et ENGELS avaient indiqué les grandes lignes.

L'œuvre théorique de LÉNINE a été poursuivie dans tous les domaines par STALINE, son meilleur disciple et son continuateur.

En particulier, STALINE a élaboré la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays et dégagé les lois de l'économie socialiste ; il a résolu, en théorie et dans la vie d'un immense Etat, les problèmes vitaux de cette construction (industrialisation socialiste, transformation socialiste des campagnes, liquidation des survivances du capitalisme, organisation socialiste du travail) ; il a versé au trésor du marxisme-léninisme l'actuelle constitution soviétique, où se traduit l'épanouissement de la dictature du prolétariat en une démocratie socialiste sans précédent ; il a montré les conditions du passage graduel du socialisme au communisme. Quand le fascisme a étendu son ombre sur le monde, c'est STALINE qui en a défini le sens et analysé le contenu, avant de diriger les gigantesques combats qui devaient l'écraser.

Aujourd'hui encore, il n'est aucun discours ou écrit de STALINE qui n'éclaire la perspective des forces en lutte à travers le monde, et qui n'approfondisse en quelque domaine la théorie marxiste-léniniste.

***

Un siècle après sa naissance, la doctrine du *Manifeste*, le marxisme-léninisme a démontré son caractère scientifique et son efficacité par ses grandioses victoires dans la pratique.

Il y a trente ans, sous le drapeau du marxisme-léninisme, le triomphe de la Révolution socialiste d'Octobre a ouvert une première et immense brèche dans le système capitaliste mondial, en même temps qu'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. L'Union Soviétique a accompli avec succès la construction d'une société nouvelle, qui a fait des perspectives du *Manifeste* une réalité rayonnante. Par les rythmes de son édification économique et de ses progrès sociaux et humains en temps de paix, par sa victoire dans la guerre contre les agresseurs fascistes, elle a donné la preuve éclatante de la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste ; elle a frayé la voie de l'avenir des nations.

Après la deuxième guerre mondiale s'est ouverte une nouvelle brèche profonde dans le front impérialiste. Plusieurs pays de l'Europe centrale et sud-orientale se sont détachés de ce front ; ils ont instauré chez eux un régime de démocratie populaire, et voici qu'ils s'acheminent à leur tour, par les voies qui leur sont propres, vers le socialisme, vers la réalisation des principes du *Manifeste*.

Le mouvement communiste, que guide dans le monde entier la théorie scientifique du *Manifeste*, la théorie de MARX et d'ENGELS, de LÉNINE et de STALINE ne cesse de grandir, d'étendre son influence, de renforcer son organisation ; l'impérialisme voit monter contre lui la puissance des peuples, épris de progrès, d'indépendance et de paix.

Comme l'a dit MOLOTOV à l'occasion du 30e anniversaire de la Révolution d'Octobre :

> « Nous vivons à une époque où toutes les routes mènent au communisme. »

Il n'a fallu qu'un siècle pour que le communisme, accueilli à sa naissance par une mince élite d'hommes avancés, connaisse de telles victoires. Il n'en faudra pas un autre pour que le « spectre qui hantait l'Europe » au temps de MARX et d'ENGELS soit la réalité bienfaisante de l'ensemble du monde. Aucun orage ne pourra plus alors menacer la paix des peuples, et la liberté et le progrès ne connaîtront plus de barrières.



Friedrich ENGELS

(1820-1895)

PRÉFACES

I

La Ligue des communistes, société ouvrière internationale qui, dans les circonstances d'alors, ne pouvait être évidemment que secrète, chargea les soussignés, délégués au congrès tenu à Londres en novembre 1847, de rédiger un programme détaillé, à la fois théorique et pratique, du Parti et destiné à la publicité. Telle est l'origine de ce Manifeste dont le manuscrit, quelques semaines avant la révolution de Février, fut envoyé à Londres pour y être imprimé. Publié d'abord en allemand, il a eu dans cette langue au moins douze éditions différentes en Allemagne, en Angleterre et en Amérique. Traduit en anglais par miss Hélène Macfarlane, il parut en 1850, à Londres, dans le Red Republican, et, en 1871, il eut, en Amérique, au moins trois traductions anglaises. Il parut une première fois en français à Paris, peu de temps avant l'insurrection de juin 1848, et, récemment, dans le Socialiste de New-York. Une traduction nouvelle est en préparation. On en fit une édition en polonais à Londres, peu de temps après la première édition allemande. Il a paru en russe, à Genève, vers 1860. Il a été également traduit en danois peu après sa publication.

Bien que les circonstances aient beaucoup changé au cours des vingt-cinq dernières années, les principes généraux exposés dans ce Manifeste conservent dans leurs grandes lignes aujourd'hui encore toute leur exactitude. Il faudrait revoir, çà et là, quelques détails. Le Manifeste explique lui-même que l'application des

principes dépendra partout et toujours des circonstances historiques données, et que, par suite, il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui. Étant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de Février, ensuite et surtout de la Commune de Paris, qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat, le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré qu' « il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'État pour la faire servir à ses propres fins ». (Voir la Guerre civile en France, adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs[1], où cette idée est plus longuement développée.) En outre, il est évident que la critique de la littérature socialiste présente une lacune pour la période actuelle, puisqu'elle s'arrête à 1847. Et, de même, si les remarques sur la position des communistes à l'égard des différents partis d'opposition (chapitre IV) sont exactes aujourd'hui encore dans leurs principes, elles sont vieillies dans leur application, parce que la situation politique s'est modifiée du tout au tout et que l'évolution historique a fait disparaître la plupart des partis qui y sont énumérés.

Cependant, le Manifeste est un document historique que nous ne nous attribuons plus le droit de modifier. Une édition ultérieure sera peut-être précédée d'une introduction qui comblera la lacune entre 1847 et nos jours ; la réimpression actuelle nous a pris trop à l'improviste pour nous donner le temps de l'écrire.

Londres, 24 juin 1872.

KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS.

(1) Première Internationale (1864-[illegible]). Marx en rédigea les statuts, précédés d'un immortel préambule, ainsi que l'Adresse inaugurale.

II

Il me faut malheureusement signer seul la préface de cette édition. Marx, l'homme auquel toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique doit plus qu'à tout autre, Marx repose au cimetière de Highgate[1], *et sur sa tombe verdit déjà le premier gazon. Après sa mort, il ne saurait être question moins que jamais de remanier ou de compléter le Manifeste. Je crois d'autant plus nécessaire d'établir expressément, une fois de plus, ce qui suit.*

L'idée fondamentale et directrice du Manifeste, — à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; que, par suite (depuis la dissolution de la propriété commune du sol des temps primitifs), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social ; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat[2]*) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie*[3]*), sans libérer en même temps et à tout jamais, la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes — cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx*[*].

Je l'ai souvent déclaré, mais il faut maintenant que cette déclaration figure aussi en tête du Manifeste.

Londres, 28 juin 1883.

FRIEDRICH ENGELS.

(*) Cette idée, ai-je écrit dans la préface de l'édition anglaise, cette idée qui, selon moi, est appelée à marquer pour la science historique le même progrès que la théorie de Darwin (4) pour les sciences naturelles — nous nous en étions tous deux rapprochés peu à peu plusieurs années déjà avant 1845. Mon livre sur la « Situation des classes laborieuses en Angleterre » montre jusqu'où j'étais allé moi-même dans cette direction. Mais lorsque je retrouvai Marx à Bruxelles, au printemps de 1845, il l'avait complètement élaborée, et il me l'exposa à peu près aussi clairement que je l'ai fait ci-dessus. (Note de F. Engels à l'édition allemande de 1890.)

---

(1) HIGHGATE. — Bourg de la banlieue de Londres, dans le cimetière duquel est le tombeau de Marx.

(2) Classe des prolétaires formée par les travailleurs salariés.

(3) Classe formée par les capitalistes.

(4) DARWIN (Charles) (1809-1882). — Naturaliste anglais. Son livre, De l'origine des espèces (1859) a donné à la grande hypothèse transformiste, introduite dans la science par Lamarck, un prodigieux essor. Darwin explique la formation des espèces (animales et végétales), ainsi que leurs variations, par la « lutte pour la vie ».

III

Depuis que j'ai écrit les lignes qui précèdent, une nouvelle édition allemande du Manifeste est devenue nécessaire. Il convient en outre de mentionner ici les formes diverses qu'a connues le Manifeste.

Une deuxième traduction russe — par Vera Zassulitch[1] *— parut à Genève en 1882 ; nous en rédigeâmes, Marx et moi, la préface. Malheureusement, j'ai égaré le manuscrit allemand original, et je suis obligé de retraduire du russe, ce qui n'est d'aucun profit pour le texte même.*

Voici cette préface :

La première édition russe du *Manifeste du Parti communiste*, traduit par Bakounine[2], parut peu après 1860 à l'imprimerie du *Kolokol*[3]. A cette époque, une édition russe de cet ouvrage avait tout au plus pour l'Occident l'importance d'une curiosité littéraire. Aujourd'hui, il n'en va plus de même.

Combien était étroit le terrain où se propageait le mouvement prolétarien à cette époque (décembre 1847), c'est ce qui ressort parfaitement du dernier chapitre : « Position des communistes envers les différents partis d'opposition dans les divers pays ». La Russie et les Etats-Unis notamment n'y sont pas mentionnés. C'était le temps où la Russie formait la dernière grande réserve de la réaction européenne, et où l'émigration aux Etats-Unis absorbait l'excédent des forces du prolétariat européen. Ces deux pays fournissaient à l'Europe des matières premières et lui offraient en même temps des débouchés pour l'écoulement de ses produits industriels. Tous deux servaient donc, de l'une ou l'autre manière, de contrefort à l'organisation sociale de l'Europe.

---

(1) ZASSOULITCH (Véra) (1851-1919). — Socialiste russe, blessa d'un coup de revolver le préfet de police Trepov (5 février 1878). Acquittée elle se réfugia en Suisse. Avec Plékhanov, Léo Deutsch et Axelrod, elle prit part à la formation du premier groupe marxiste, d'où sortit plus tard le parti social-démocrate russe.

(2) BAKOUNINE (Michel) (1814-1876). — Anarchiste petit-bourgeois russe. Ses théories fédéralistes, sa lutte contre le Conseil général de l'Internationale et contre Marx l'ont fait considérer avec raison comme le père de l'anarchisme.

(3) KOLOKOL (la Cloche). — Journal démocratique russe, publié à Londres de 1857 à 1867, par Alexandre Herzen (1812-1870) et dont l'influence fut considérable en Russie.

Que tout cela est changé aujourd'hui ! C'est précisément l'émigration européenne qui a rendu possible le développement colossal de l'agriculture en Amérique du Nord, développement dont la concurrence ébranle dans ses fondements la grande et la petite propriété foncière[1] en Europe. C'est elle qui a, du même coup, donné aux Etats-Unis la possibilité de mettre en exploitation ses énormes ressources industrielles, et cela avec une énergie et à une échelle telles que le monopole industriel de l'Europe occidentale, et notamment celui de l'Angleterre, disparaîtra à bref délai. Ces deux circonstances réagissent à leur tour de façon révolutionnaire sur l'Amérique elle-même. La petite et la moyenne propriété des *farmers*[2], cette assise de tout l'ordre politique américain, succombe peu à peu sous la concurrence des fermes gigantesques, tandis que, dans les districts industriels, il se constitue pour la première fois un nombreux prolétariat à côté d'une fabuleuse concentration du capital.

Passons en Russie. Au moment de la révolution de 1848-1849, les monarques d'Europe, tout comme la bourgeoisie d'Europe, voyaient dans l'intervention russe le seul moyen qui pourrait les sauver du prolétariat qui commençait tout juste à prendre conscience de sa force. Ils proclamèrent le tsar[3] chef de la réaction européenne. Aujourd'hui, il est, dans Gatchina[4], le prisonnier de guerre de la révolution, et la Russie est à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe.

Le *Manifeste communiste* avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et prochaine de la propriété bourgeoise. Mais en Russie, à côté de la spéculation capitaliste qui se développe fiévreusement et de la propriété foncière bourgeoise en voie de formation, plus de la moitié du sol est la propriété commune des paysans. Il s'agit, dès lors, de savoir si la communauté paysanne russe, cette forme déjà très décomposée de l'antique propriété commune du sol, passera directement à la forme communiste supérieure de la propriété foncière, ou bien si elle doit suivre d'abord le même processus[5] de dissolution qu'elle a subi au cours du développement historique de l'Occident.

---

(1) Propriété de la terre.
(2) Mot anglais se traduisant en français par fermier. Mais si en France le fermier est le locataire d'une propriété, en Amérique par contre on désigne sous ce vocable celui qui vit du travail de la terre.
(3) Dérivé slave du mot latin Caesar. C'était le titre porté par l'Empereur de Russie.
(4) GATCHINA. — Une des résidences de l'ancienne famille impériale de Russie, près de Petrograd. Le tsar, dont il est question dans la préface, est Alexandre III, dont le père fut, le 13 mars 1881, assassiné par les révolutionnaires.
(5) Marche, développement.

La seule réponse qu'on puisse faire aujourd'hui à cette question est la suivante : si la révolution russe donne le signal d'une révolution ouvrière en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution[1] communiste.

Londres, 21 janvier 1882.

KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS.

Une nouvelle traduction polonaise parut, à la même époque, à Genève : Manifest kommunistyczny.

Depuis, une nouvelle traduction danoise a paru dans le Social-demokratisk Bibliothek, *Copenhague, 1885. Elle n'est malheureusement pas tout à fait complète ; quelques passages essentiels, qui semblent avoir arrêté le traducteur, ont été omis, et ça et là, on peut relever des traces de négligences, dont l'effet est d'autant plus regrettable qu'on voit, d'après le reste, que la traduction aurait pu, avec un peu plus de soin, être excellente.*

En 1886 parut une nouvelle traduction française dans le Socialiste *de* Paris *; c'est jusqu'ici la meilleure.*

D'après elle, a paru, la même année, une version espagnole, d'abord dans El Socialista, *de Madrid, et ensuite en brochure :* Manifesto del Partido Communista, por Carlos Marx y F. Engels, Madrid, *administracion de* El Socialista, *Herman Cortés, 8.*

A titre de curiosité, je dirai qu'en 1887, le manuscrit d'une traduction arménienne a été offert à un éditeur de Constantinople; l'excellent homme n'eut cependant pas le courage d'imprimer une brochure qui portait le nom de Marx et estima que le traducteur devrait bien plutôt s'en déclarer l'auteur, ce que celui-ci refusa de faire.

A plusieurs reprises, ont été réimprimées en Angleterre certaines traductions américaines plus ou moins inexactes ; enfin, une traduction authentique a paru en 1888. Elle est due à mon ami Samuel Moore, et nous l'avons revue ensemble avant l'impression. Elle a pour titre : Manifesto of the Communist Party, by Karl Marx and Frederick Engels, authorized English translation, edited and annotaded by Frederick Engels, 1888, London, William Reeves, 185, Fleet str., E. C. *J'ai repris dans la présente édition, quelques-unes des notes de cette traduction anglaise.*

(1) Transformation progressive.

Le Manifeste a eu sa destinée propre. Salué avec enthousiasme, au moment de son apparition, par l'avant-garde peu nombreuse encore du socialisme scientifique (comme le prouvent les traductions signalées dans la première préface), il fut bientôt refoulé à l'arrière-plan par la réaction qui suivit la défaite des ouvriers parisiens en juin 1848, et enfin il fut proscrit « de par la loi » avec la condamnation des communistes de Cologne en novembre 1852. Avec le mouvement ouvrier datant de la révolution de février, le Manifeste aussi disparaissait de la scène publique.

Lorsque la classe ouvrière européenne eut repris suffisamment de forces pour un nouvel assaut contre la puissance des classes dominantes, naquit l'Association internationale des travailleurs. Elle avait pour but de fondre en une immense armée toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique capable d'entrer dans la lutte. Elle ne pouvait donc partir des principes posés dans le Manifeste. Il lui fallait un programme qui ne fermât pas la porte aux trade-unions[1] *anglaises, aux proudhoniens français, belges, italiens et espagnols, ni aux lassalliens allemands*[*]. *Ce programme — le préambule*[2] *des statuts de l'Internationale — fut rédigé par Marx avec une maîtrise à laquelle Bakounine et les anarchistes eux-mêmes ont rendu hommage. Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le Capital, les défaites plus encore que les succès, ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance de toutes leurs panacées*[3] *et les amener à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière. Et Marx avait raison. La classe ouvrière de 1874, après la dissolution de l'Internationale, était tout autre que celle de 1864, au moment de sa fondation. Le proudhonisme des pays latins et le lassallisme*

(*) Lassalle se déclarait toujours personnellement, avec nous, le disciple de Marx, et, comme tel, il se plaçait évidemment sur le terrain du « Manifeste ». Il en était autrement de ceux de ses partisans qui n'allaient pas au-delà de son programme d'associations de production créditées par l'État et qui divisaient toute la classe ouvrière en ouvriers comptant sur l'État et en ouvriers ne comptant que sur eux-mêmes. (Note d'Engels.)

(1) Nom que les travailleurs anglais donnent à leurs syndicats. Ce fut Owen qui fonda en 1833 la première trade-union nationale pour réclamer en utilisant la grève générale la journée de huit heures. A partir de 1850, les trade-unions sont devenues nettement réformistes.

(2) Avant-propos. Ici il s'agit du programme communiste mis en tête des statuts de l'Internationale.

(3) Remède universel, guérissant tous les maux. Ce mot est employé ici pour montrer aux combattants ouvriers que les remèdes préconisés pour lutter contre le capital par les socialistes utopiques, étaient inefficaces.

proprement dit en Allemagne étaient à l'agonie, et même les trade-unions anglaises, alors ultra-conservatrices, approchaient peu à peu du moment où en 1887, le président de leur congrès à Swansea pouvait dire en leur nom : « Le socialisme continental a cessé d'être pour nous un épouvantail. » Mais dès 1887 le socialisme continental s'identifiait presque entièrement avec la théorie formulée dans le Manifeste. Et ainsi l'histoire du Manifeste reflète jusqu'à un certain point l'histoire du mouvement ouvrier moderne depuis 1848. A l'heure actuelle, il est incontestablement l'œuvre la plus répandue, la plus internationale de toute la littérature socialiste, le programme commun de millions d'ouvriers de tous les pays, de la Sibérie à la Californie.

Et, cependant, lorsqu'il parut, nous n'aurions pu l'intituler Manifeste socialiste. En 1847, on comprenait sous ce nom de socialiste deux sortes de gens. D'abord, les adhérents des divers système utopiques[1], notamment les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France, qui n'étaient déjà plus, les uns et les autres, que de simples sectes[2] agonisantes. D'un autre côté, les charlatans sociaux de tout acabit qui voulaient, à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiéçages, supprimer les misères sociales, sans faire le moindre tort au Capital et au profit. Dans les deux cas, des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un appui auprès des classes « cultivées ». Au contraire, cette partie des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance des simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société s'appelait alors communiste. C'était un communisme à peine dégrossi que le leur, purement instinctif, parfois un peu grossier ; mais il était assez puissant pour donner naissance à deux systèmes de communisme utopique : en France, l'Icarie de Cabet[3] et en Allemagne, le système de Weitling[4]. Le socialisme signifiait en 1847 un mouvement bourgeois, le communisme, un mouvement ouvrier. Le socialisme avait, sur le continent tout au moins, ses entrées dans le monde ; pour le communisme, c'était exactement le contraire. Et comme dès ce moment nous étions très nette-

---

(1) Relevant de l'imagination.

(2) Groupes étroits.

(3) CABET (Etienne) (1788-1856). — Communiste français de la période utopique. Auteur d'un roman qui fut célèbre, le Voyage en Icarie (1840) et de plusieurs tentatives de colonisation communiste aux Etats-Unis.

(4) WEITLING (Wilhelm) (1808-1871). — Ouvrier tailleur allemand. Son communisme égalitaire et évangélique contribua au sein de la Ligue des Justes à faire l'éducation théorique des ouvriers allemands, mais ses conceptions et ses fautes sont devenues vite un obstacle au développement ultérieur de cette Ligue, ce qui amena la rupture entre lui et Marx et Engels.

ment d'avis que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », nous ne pouvions hésiter un instant sur la dénomination à choisir. Depuis, il ne nous est jamais venu à l'esprit de la rejeter.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » *Quelques voix seulement nous répondirent, lorsque nous lançâmes cet appel par le monde, il y a maintenant quarante-deux ans, à la veille de la première révolution parisienne dans laquelle le prolétariat se présenta avec ses revendications à lui. Mais le 28 septembre 1864, des prolétaires de la plupart des pays de l'Europe occidentale s'unissaient pour former l'Association internationale des travailleurs, de glorieuse mémoire. L'Internationale elle-même ne vécut d'ailleurs que neuf années. Mais que l'alliance éternelle établie par elle entre les prolétaires de tous les pays existe encore et qu'elle soit plus puissante que jamais, il n'en est pas de meilleure preuve que la journée d'aujourd'hui. Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous un même drapeau et pour un même but immédiat : la fixation légale de la journée normale de huit heures, proclamée dès 1866 par le congrès de l'Internationale tenu à Genève, et de nouveau par le congrès ouvrier de Paris en 1889. Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis.*

Que Marx n'est-il à côté de moi, pour voir cela de ses propres yeux !

Londres, 1er mai 1890.

FRIEDRICH ENGELS.

MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE

Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme[1]. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance[2] pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich[3] et Guizot[4], les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.

Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas renvoyé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète[5] infamante de communiste ?

Il en résulte un double enseignement :

1° Déjà le communisme est reconnu comme une puissance par toutes les puissances d'Europe ;

2° Il est grand temps que les communistes exposent, à la face du monde entier, leurs conceptions[6], leurs buts et leurs tendances ; qu'ils opposent au conte du spectre communiste un manifeste du Parti lui-même.

C'est à cette fin que des communistes de diverses nationalités se sont réunis à Londres et ont rédigé le *Manifeste* suivant, qui est publié en anglais, français, allemand, italien, flamand et danois.

(1) MARX et ENGELS veulent dire que la bourgeoisie de tous les pays voyait dans tout ce qui était contre les intérêts de la société bourgeoise, du communisme. C'est pour rétablir les interprétations incorrectes du communisme, tendant à montrer celui-ci comme quelque chose d'épouvantable, que le Manifeste fut écrit, exposant ce qu'étaient véritablement : les conceptions, les buts, les tendances des communistes.

(2) La Sainte Alliance fut le pacte que signèrent en 1815 l'empereur de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse pour détruire dans toute l'Europe l'œuvre de la Révolution française. Donc fut une alliance réactionnaire.

(3) METTERNICH (1773-1859). — Initiateur de la Sainte Alliance et premier ministre autrichien ; il fut, de 1815 à 1848, le chef de la contre-révolution européenne.

(4) GUIZOT (1787-1874). — Conservateur. Chef du gouvernement sous Louis-Philippe.

(5) Le qualificatif.

(6) Idées.

I

BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours (*) n'a été que l'histoire de luttes de classes[2].

Homme libre et esclave[3], patricien et plébéien[4], baron et serf[5], maître de jurande et compagnon[6], en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui

---

(*) Ou plus exactement l'histoire écrite. En 1847, l'histoire de l'organisation sociale qui a précédé toute histoire écrite, la préhistoire, était à peu près inconnue. Depuis, Haxthausen a découvert en Russie la propriété commune de la terre. Maurer a démontré qu'elle est la base sociale d'où sortent historiquement toutes les tribus allemandes et on a découvert, petit à petit, que la commune rurale, avec possession collective de la terre, a été la forme primitive de la société depuis les Indes jusqu'à l'Irlande. Enfin, la structure de cette société communiste primitive a été mise à nu dans ce qu'elle a de typique, par la découverte décisive de Morgan, qui a fait connaître la nature véritable de la « gens » (1) et sa place dans la tribu. Avec la dissolution de ces communautés primitives commence la division de la société en classes distinctes, et finalement opposées. (Note d'Engels.)

---

(1) La gens était la famille primitive étendue à tous les parents et même aux esclaves.

(2) « Par classe sociale on entend un ensemble de gens qui dans la production jouent un rôle similaire, sont à l'égard d'autres hommes dans des rapports identiques » (LÉNINE), [illegible]. Tous les ouvriers jouent dans la production un rôle similaire, ils produisent des richesses et ils sont, à l'égard d'autres hommes (les patrons), dans des rapports identiques : ceux d'ouvriers à patrons.

(3) L'esclave était la propriété absolue de son maître qui pouvait le vendre ou même le tuer.

(4) Dans la Rome antique, les patriciens étaient les riches propriétaires. Ils formaient la partie privilégiée de la population, la seule jouissant pleinement de droits civils et politiques. Les plébéiens constituaient la masse du peuple ; leurs droits étaient très limités.

(5) Seigneur féodal et paysan attaché à la terre. Ce dernier était soumis par le seigneur féodal aux redevances et aux corvées.

(6) Dans les corporations, ou associations de personnes exerçant un même métier, on distinguait entre maîtres et compagnons. Le compagnon, après un long apprentissage, était un ouvrier hautement qualifié qui travaillait pour un patron, le maître. Celui-ci, ancien compagnon, avait exécuté un chef-d'œuvre et acheté son titre qui lui permettait d'exercer son métier. Les maîtres élisaient un comité appelé jurande qui avait pour fonction de défendre les privilèges de la corporation. Ce régime, qui était un frein au développement de l'industrie, dura en France jusqu'à la Révolution.

finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.

Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une organisation complète de la société en classes distinctes, une échelle graduée de conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers[1], des plébéiens, des esclaves ; au moyen âge[2], des seigneurs, des vassaux[3], des maîtres, des compagnons, des serfs et, de plus, dans chacune de ces classes, une hiérarchie particulière.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes[4] de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois.

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.

Des serfs du moyen âge naquirent les bourgeois des premières communes[5] ; de cette population municipale sortirent les premiers éléments de la bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation[6] de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés de l'Inde et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange[7] et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce[8], à la navigation, à l'indus-

---

(1) Les chevaliers constituaient la classe qui s'enrichit par le grand commerce et la levée des impôts, correspond à nos armateurs et financiers. Par opposition aux patriciens, qui étaient les riches propriétaires des terres, ils formaient l'aristocratie des villes.

(2) Période historique comprise entre le début du Ve siècle et la fin du XVe.

(3) Pendant tout le Moyen Age régna sur la plus grande partie de l'Europe le régime féodal. Les seigneurs étaient des détenteurs de fiefs, c'est-à-dire de terres conférant la noblesse ; ils étaient suzerains ou vassaux et souvent même les deux à la fois. Le vassal devait à son suzerain, outre l'hommage et la fidélité, certains services d'ordre militaire, judiciaire et pécuniaire ; en revanche, le suzerain devait protection à son vassal.

(4) Oppositions irréductibles.

(5) La commune était l'union des habitants des villes (les bourgeois) qui avaient fait serment entre eux pour résister aux exactions du seigneur et obtenir leur émancipation.

(6) Voyage en bateau autour d'un continent.

(7) Il faut entendre par moyens d'échange tout ce qui facilite les échanges commerciaux, c'est-à-dire les moyens de communication, les moyens de transport et l'argent.

(8) Commerce.

trie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution.

L'ancien mode d'exploitation féodal ou corporatif de l'industrie ne suffisait plus aux besoins qui croissaient sans cesse à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture[1] prit sa place. La petite bourgeoisie industrielle supplanta les maîtres de jurande ; la division du travail entre les différentes corporations céda la place à la division du travail au sein de l'atelier même.

Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse : la demande croissait toujours. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors, la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture ; la moyenne bourgeoisie manufacturière céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement réagit à son tour sur l'extension de l'industrie ; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait, décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le moyen âge.

La bourgeoisie, nous le voyons, est elle-même le produit d'un long développement, d'une série de révolutions dans le mode de production[2] et les moyens de communication.

A chaque étape de l'évolution que parcourait la bourgeoisie correspondait pour elle un progrès politique. Classe opprimée par le despotisme[3] féodal, association armée s'administrant elle-même dans la commune (*), ici, république urbaine indépendante ; là, tiers état taillable et corvéable[4] de la monarchie, puis, durant la période manufacturière, contrepoids de la noblesse dans la

(*) C'est ainsi que les habitants des villes, en Italie et en France, appelaient leur communauté urbaine, une fois achetés ou arrachés à leurs seigneurs féodaux leurs premiers droits à une administration autonome. (Note d'Engels.)

---

(1) La manufacture marque la transition entre l'atelier de l'artisan et la grande industrie. Un certain nombre d'ouvriers y travaillent individuellement sous la direction d'un patron et sur un métier qui avait déjà cessé de leur appartenir.

(2) Manière dont les biens matériels sont produits dans une société donnée. Le mode de production dépend, d'une part, des forces productives (instruments de production, méthodes de travail, travailleurs) et, d'autre part, des rapports de production établis entre les hommes (par exemple : servage, salariat).

(3) Pouvoir absolu et arbitraire.

(4) C'est-à-dire qui pouvait être astreint à payer un impôt fixé arbitrairement et très lourd, qui s'appelait la taille, ou à fournir des journées de travail non payées ou corvées.

monarchie féodale ou absolue, pierre angulaire[1] des grandes monarchies, la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'Etat représentatif moderne[2]. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques[3]. Tous les liens complexes[4] et variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié, pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du *paiement au comptant*. Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase[5] religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise, dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée[6], directe, brutale.

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole[7] toutes les activités qui passaient jusque là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste[8], le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.

La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent.

La bourgeoisie a révélé comment la brutale manifestation de la force au moyen âge, si admirée de la réaction, trouva son complément naturel dans la paresse la plus crasse. C'est elle qui, la première, a fait voir ce dont est capable l'activité humaine : elle a créé de tout autres merveilles que les pyramides d'Egypte[9], les aqueducs romains, les cathédrales gothiques ; elle a mené à bien de tout autres expéditions que les invasions et les croisades.

(1) Pierre fondamentale faisant l'angle extérieur d'un édifice. Ici au figuré, parce qu'elle en faisait la force, la bourgeoisie est appelée : pierre angulaire de la grande monarchie.
(2) Etat de type parlementaire.
(3) Ici. Douces et charmantes.
(4) Multiples.
(5) Ravissement, admiration profonde faisant perdre au sujet le sens du réel.
(6) Sans pudeur, cynique.
(7) Ici au figuré : éclat, prestige.
(8) Celui qui est versé dans la science des lois et du droit ; celui qui écrit sur ces sujets.
(9) Monuments de l'ancienne Egypte qui passaient autrefois pour une des 7 merveilles du monde.

La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les conditions de la production, c'est-à-dire tous les rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continuel de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux traditionnels et figés, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier[1]. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés.

Poussée par le besoin de débouchés[2] toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite[3] à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes[4], mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme[5] nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles ; et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.

---

(1) C'est-à-dire devenir rigides.
(2) Marchés où la bourgeoisie peut vendre ses marchandises.
(3) Qui dépasse les frontières nationales et concerne l'univers tout entier.
(4) C'est-à-dire tirées du pays même.
(5) Tendance à rejeter ce qui ne vient pas de soi.

Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine[1] et contraint à la capitulation les barbares les plus opiniâtrement hostiles aux étrangers. Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production ; elle les force à introduire chez elles la prétendue civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se façonne un monde à son image.

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités ; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celles des campagnes, et, par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident.

La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émiettement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence fatale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées[2] entre elles, ayant des intérêts, des lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier.

La bourgeoisie, au cours de sa domination de classe à peine séculaire[3], a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que l'avaient fait toutes les générations passées prises ensemble. La mise sous le joug des forces de la nature, les machines, l'application de la chimie à l'industrie et à l'agriculture, la navigation à vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques, le défrichement de continents entiers, la régularisation des fleuves, des populations entières jaillies du sol, — quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dorment au sein du travail social[4] ?

(1) Chemin de ronde, long de plus de 2.000 kms dont la construction fut achevée il y a 2100 ans, et qui avait pour but de faciliter le mouvement des troupes chinoises contre les attaques des Huns. Ici, dans le texte, par murailles de Chine on entend les moyens de défense de certains pays contre le mode bourgeois de production.

(2) Groupées dans une même fédération, mais conservant une certaine indépendance.

(3) C'est-à-dire qui date à peine de 100 ans.

(4) Travail collectif par opposition au travail individuel.

Voici donc ce que nous avons vu : les moyens de production et d'échange, sur la base desquels s'est édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale. A un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot le régime féodal de propriété, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait briser ces chaînes. On les brisa (*).

A la place s'éleva la libre concurrence, avec une constitution sociale et politique appropriée, avec la suprématie[1] économique et politique de la classe bourgeoise.

Nous assistons aujourd'hui à un processus analogue. Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence

---

(*) Ce fut l'œuvre, en France et dans une grande partie de l'Europe, de la Révolution française et des guerres napoléoniennes (1789-1815).

---

(1) Supériorité, domination.

de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. — Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir.

Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, — les ouvriers modernes, les *prolétaires*.

A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes, qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes[1] de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.

Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie[2], lui ont fait perdre tout attrait. Le producteur devient un simple accessoire de la machine : on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, ce que coûte l'ouvrier se réduit, à peu de chose près, au coût de ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance. Or, le prix du travail (*), comme celui de toute marchandise, est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de labeur s'accroît, avec le développement du machinisme et de la division du travail, soit par l'augmentation des heures ouvrables, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc.

L'industrie moderne a fait du petit atelier du maître-artisan patriarcal la grande fabrique du capitaliste industriel. Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisés militairement. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bour-

(*) Ou plus exactement, comme Marx le précisera ultérieurement, « prix de la force de travail ».

(1) Changements brusques qui marquent la succession de choses très différentes.
(2) D'indépendance.

geoisie, de l'Etat bourgeois, mais encore, chaque jour, à chaque heure, les esclaves de la machine, du contremaître, et surtout du bourgeois fabricant, lui-même. Plus ce despotisme proclame ouvertement le profit comme son but unique, plus il devient mesquin, odieux, exaspérant.

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants. Les distinctions d'âge et de sexe n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail, dont le coût varie suivant l'âge et le sexe.

Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'on lui a compté son salaire, il devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie : du propriétaire, du détaillant, du prêteur sur gages, etc., etc.

Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat ; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée[1] par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement. Ils ne dirigent pas seulement leurs attaques contre les rapports bourgeois de production[2] ; ils les dirigent contre les instruments de production eux-mêmes ; ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, brûlent les fabriques et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'artisan du moyen âge.

A ce stade, le prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soulèvent par l'action de masse, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques propres, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore provisoirement le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent donc pas leurs propres ennemis, mais

(1) Diminuée de valeur.
(2) C'est-à-dire contre le système d'exploitation capitaliste.

les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les vestiges[1] de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits bourgeois. Tout le mouvement historique est de la sorte concentré entre les mains de la bourgeoisie ; toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise.

Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables ; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. Par suite de la concurrence croissante des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus instables ; le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire[2] ; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser[3] contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes, pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Çà et là, la lutte éclate en émeute.

Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère[4]. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par la grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines[5] de la bourgeoisie pour l'obliger à

(1) Les restes.
(2) Instable, sans garantie pour l'avenir.
(3) Se grouper ensemble contre un ennemi commun.
(4) De très courte durée.
(5) Oppositions d'intérêts à l'intérieur d'un même groupe.

reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple, le *bill* des dix heures en Angleterre[1].

En général, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel ; d'abord contre l'aristocratie, puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours, enfin, contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Si bien que la bourgeoisie fournit aux prolétaires les éléments de sa propre éducation, c'est-à-dire des armes contre elle-même.

De plus, ainsi que nous venons de le voir, des fractions entières de la classe dominante sont, par le progrès de l'industrie, précipitées dans le prolétariat, ou sont menacées, tout au moins, dans leurs conditions d'existence. Elles aussi apportent au prolétariat une foule d'éléments d'éducation.

Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe dominante se détache de celle-ci et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et, notamment, cette partie des idéologues[2] bourgeois qui se sont haussés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique.

De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent[3] et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique.

Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs

(1) Un bill est un projet de loi soumis au Parlement anglais et, par extension, une loi. Le bill des dix heures est une loi du 8 juin 1847, qui limitait, en Angleterre, la journée de travail à 10 heures à dater du 1er mai 1848.
(2) Ceux qui s'adonnent à l'analyse, à l'étude des idées.
(3) Perdent de l'importance ; déclinent.

intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat.

Quant à la canaille (*), cette pourriture passive des couches inférieures de la vieille société, elle peut se trouver, çà et là, entraînée dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie la disposeront plutôt à se vendre à la réaction.

Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà détruites dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire est sans propriété ; ses relations avec sa femme et ses enfants n'ont plus rien de commun avec celles de la famille bourgeoise ; le travail industriel moderne, l'asservissement de l'ouvrier au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique qu'en Allemagne, dépouille le prolétaire de tout caractère national. Les lois, la morale, la religion sont à ses yeux autant de préjugés[1] bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois.

Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu propre. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation[2] qui était particulier à celles-ci et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne : ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure.

Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, accomplis par des minorités ou au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané[3] de l'immense majorité au profit de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure[4] des couches qui constituent la société officielle.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie.

En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée[5], qui travaille la société actuelle jusqu'à

(*) « Lumpenproletariat », le prolétariat en haillons, la canaille.

(1) Opinions préconçues, adoptées sans examen.
(2) Leur moyen de s'approprier le produit du travail des autres.
(3) Qui se produit de soi-même, naturellement.
(4) Tout l'échafaudage.
(5) Peu apparente, qui en est encore à son stade élémentaire.

l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie.

Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de classes oppressives et de classes opprimées. Mais, pour opprimer une classe, il faut, du moins, pouvoir lui garantir des conditions d'existence qui lui permettent de vivre dans la servitude. Le serf, en plein servage, est parvenu à devenir membre d'une commune, de même que le roturier[1] (*Kleinbürger*) s'est élevé au rang de bourgeois, sous le joug de l'absolutisme féodal[2]. L'ouvrier moderne, au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme[3] s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible[4] avec celle de la société.

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du capital ; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers, résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

---

(1) Au début, serf attaché à la terre, mais ce nom s'est attaché par la suite à tout ce qui n'était pas noble.
(2) Du pouvoir absolu des seigneurs.
(3) Etat de pauvreté.
(4) Ne peut plus s'accorder.

II

PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES

Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct, opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.

2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétriat.

Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.

Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui

s'opère sous nos yeux. L'abolition des rapports de propriété qui ont existé jusqu'ici n'est pas le caractère distinctif du communisme.

Le régime de la propriété a subi de continuels changements, de continuelles transformations historiques.

La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété féodale au profit de la propriété bourgeoise.

Ce qui caractérise le communisme, ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.

Or, la propriété privée d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classe, sur l'exploitation des uns par les autres.

En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : *abolition de la propriété privée.*

On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnellement acquise, fruit du travail de l'individu, propriété que l'on déclare être la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance individuelle.

La propriété personnelle, fruit du travail et du mérite ! Veut-on parler de cette forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise qu'est la propriété du petit bourgeois, du petit paysan ? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a aboli et continue à l'abolir chaque jour.

Ou bien veut-on parler de la propriété privée d'aujourd'hui, de la propriété bourgeoise ?

Mais est-ce que le travail salarié, le travail du prolétaire, crée pour lui de la propriété ? Nullement. Il crée le capital, c'est-à-dire la propriété qui exploite le travail salarié, et qui ne peut s'accroître qu'à la condition de produire encore et encore du travail salarié, afin de l'exploiter de nouveau. Dans sa forme présente, la propriété se meut entre ces deux termes antinomiques[1] : le Capital et le Travail. Examinons les deux termes de cette antinomie.

Etre capitaliste, c'est occuper non seulement une position purement personnelle, mais encore une position sociale dans la production. Le capital est un produit collectif : il ne peut être mis en mouvement que par l'activité en commun de beaucoup d'individus, et même, en dernière analyse, que par l'activité en commun de tous les individus, de toute la société.

Le capital n'est donc pas une puissance personnelle ; c'est une puissance sociale.

Dès lors, si le capital est transformé en propriété commune appartenant à tous les membres de la société, ce n'est pas une

(1) En contradiction inconciliable.

propriété personnelle qui se change en propriété commune. Seul le caractère social de la propriété change. Il perd son caractère de classe.

Arrivons au travail salarié.

Le prix moyen du travail salarié, c'est le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance nécessaires pour maintenir en vie l'ouvrier en tant qu'ouvrier. Par conséquent, ce que l'ouvrier s'approprie par son labeur est tout juste suffisant pour reproduire sa vie ramenée à sa plus simple expression. Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation personnelle des produits du travail, indispensable à la reproduction de la vie du lendemain, cette appropriation ne laissant aucun profit[1] net qui confère un pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons, c'est supprimer ce triste mode d'appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital, et ne vit qu'autant que l'exigent les intérêts de la classe dominante.

Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé[2]. Dans la société communiste, le travail accumulé n'est qu'un moyen d'élargir, d'enrichir et d'embellir l'existence des travailleurs.

Dans la société bourgeoise, le passé domine donc le présent ; dans la société communiste, c'est le présent qui domine le passé. Dans la société bourgeoise, le capital est indépendant et personnel, tandis que l'individu qui travaille n'a ni indépendance, ni personnalité.

Et c'est l'abolition d'un pareil état de choses que la bourgeoisie flétrit comme l'abolition de l'individualité et de la liberté ! Et avec raison. Car il s'agit effectivement d'abolir l'individualité, l'indépendance, la liberté bourgeoises.

Par liberté, dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, on entend la liberté du commerce, la liberté d'acheter et de vendre.

Mais si le trafic[3] disparaît, le libre trafic disparaît aussi. Au reste, tous les grands mots sur la liberté du commerce, de même que toutes les forfanteries[4] libérales de notre bourgeoisie, n'ont un sens que par contraste avec le trafic entravé, avec le bourgeois asservi du moyen âge ; ils n'ont aucun sens lorsqu'il s'agit de l'abolition, par le communisme, du trafic, du régime bourgeois de la production et de la bourgeoisie elle-même.

---

(1) Bénéfice résultant de l'exploitation du travail d'autrui.

(2) La richesse capitaliste étant constituée par une accumulation de marchandises qui sont le produit du travail, cette richesse représente donc du travail accumulé.

(3) Echange de marchandises réalisé pour l'enrichissement de leurs propriétaires et non pour la satisfaction des besoins.

(4) Vantardises impudentes.

Vous êtes saisi d'horreur parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais, dans votre société, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour ces neuf dixièmes qu'elle existe pour vous. Vous nous reprochez donc de vouloir abolir une forme de propriété qui ne peut exister qu'à la condition que l'immense majorité soit frustrée[1] de toute propriété.

En un mot, vous nous accusez de vouloir abolir votre propriété à vous. En vérité, c'est bien ce que nous voulons.

Dès que le travail ne peut plus être converti en capital, en argent, en rente foncière, bref en pouvoir social capable d'être monopolisé, c'est-à-dire dès que la propriété individuelle ne peut plus se transformer en propriété bourgeoise, vous déclarez que l'individu est supprimé.

Vous avouez donc que, lorsque vous parlez de l'individu, vous n'entendez parler que du bourgeois, du propriétaire. Et cet individu-là, certes, doit être supprimé.

Le communisme n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier des produits sociaux ; il n'ôte que le pouvoir d'asservir à l'aide de cette appropriation, le travail d'autrui.

On a objecté[2] encore, qu'avec l'abolition de la propriété privée toute activité cesserait, qu'une paresse générale s'emparerait du monde.

Si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la fainéantise, puisque, dans cette société, ceux qui travaillent ne gagnent pas et que ceux qui gagnent ne travaillent pas. Toute l'objection se réduit à cette tautologie[3] qu'il n'y a plus de travail salarié du moment qu'il n'y a plus de capital.

Les accusations portées contre le mode communiste de production et d'appropriation des produits matériels l'ont été également contre la production et l'appropriation des œuvres de l'esprit. De même que, pour le bourgeois, la disparition de la propriété de classe équivaut à la disparition de toute production, de même la disparition de la culture de classe signifie, pour lui, la disparition de toute culture.

La culture, dont il déplore la perte, n'est pour l'immense majorité qu'un dressage qui en fait des machines.

Mais inutile de nous chercher querelle, si c'est pour appliquer à l'abolition de la propriété bourgeoise l'étalon[4] de vos notions bourgeoises de liberté, de culture, de droit, etc. Vos idées résultent elles-mêmes du régime bourgeois de production et de propriété, comme votre droit n'est que la volonté de votre

(1) Privée de ce qui lui est dû.
(2) Opposé comme un reproche.
(3) Répétition inutile d'une même idée en termes différents.
(4) Unité de mesure : par exemple, le mètre-étalon.

classe érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de votre classe.

La conception intéressée qui vous fait ériger en lois éternelles de la nature et de la raison vos rapports de production et de propriété, — rapports transitoires, que le cours de la production fait disparaître, — cette conception, vous la partagez avec toutes les classes dirigeantes aujourd'hui disparues. Ce que vous admettez pour la propriété antique, ce que vous admettez pour la propriété féodale, vous ne pouvez plus l'admettre pour la propriété bourgeoise.

L'abolition de la famille ! Même les plus radicaux[1] s'indignent de cet infâme dessein des communistes.

Sur quelle base repose la famille bourgeoise d'à présent ? Sur le capital, le profit individuel. La famille, dans sa plénitude, n'existe que pour la bourgeoisie ; mais elle a pour corollaire[2] la suppression forcée de toute famille pour le prolétaire et la prostitution publique.

La famille bourgeoise s'évanouit naturellement avec l'évanouissement de son corollaire, et l'une et l'autre disparaissent avec la disparition du capital.

Nous reprochez-vous de vouloir abolir l'exploitation des enfants par leurs parents ? Ce crime-là, nous l'avouons.

Mais nous brisons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par la société.

Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'immixtion[3] directe ou non de la société, par l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas l'action de la société sur l'éducation ; ils en changent seulement le caractère et arrachent l'éducation à l'influence de la classe dominante.

Les déclamations bourgeoises sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents, deviennent de plus en plus écœurantes, à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail.

Mais la bourgeoisie tout entière de s'écrier en chœur : « Vous autres, communistes, vous voulez introduire la communauté des femmes ! »

Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production. Il entend dire que les instruments de pro-

---

(1) Les moins réactionnaires de la bourgeoisie.
(2) Conséquence nécessaire et évidente.
(3) Ingérence ; intervention.

duction doivent être exploités en commun et il conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation.

Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production.

Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'horreur ultramorale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes que professeraient les communistes. Les communistes n'ont pas besoin d'introduire la communauté des femmes ; elle a presque toujours existé.

Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement.

Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté des femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle.

En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Déjà les démarcations[1] nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent.

Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation.

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

Du jour où tombe l'antagonisme des classes, à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles.

Quant aux accusations portées d'une façon générale contre le communisme, à des points de vue religieux, philosophiques et idéologiques, elles ne méritent pas un examen approfondi.

---

(1) Limites, frontières.

Est-il besoin d'une grande perspicacité pour comprendre que les idées, les conceptions et les notions des hommes, en un mot leur conscience change avec tout changement survenu dans leurs conditions de vie, leurs relations sociales, leur existence sociale.

Que démontre l'histoire des idées, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante.

Lorsqu'on parle d'idées qui révolutionnent une société tout entière, on énonce seulement ce fait que, dans le sein de la vieille société, les éléments d'une société nouvelle se sont formés et que la dissolution des vieilles idées marche de pair avec la dissolution des anciennes conditions d'existence.

Quand le monde antique était à son déclin, les vieilles religions furent vaincues par la religion chrétienne. Quand, au XVIII[e] siècle, les idées chrétiennes cédèrent la place aux idées de progrès, la société féodale livrait sa dernière bataille à la bourgeoisie, alors révolutionnaire. Les idées de liberté de conscience, de liberté religieuse ne firent que proclamer le règne de la libre concurrence dans le domaine du savoir.

« Sans doute, dira-t-on, les idées religieuses, morales, philosophiques, politiques, juridiques, etc., se sont modifiées au cours du développement historique. Mais la religion, la morale, la philosophie, la politique, le droit se maintenaient toujours à travers ces transformations.

« Il y a de plus des vérités éternelles, telles que la liberté, la justice, etc..., qui sont communes à tous les régimes sociaux. Or, le communisme abolit les vérités éternelles, il abolit la religion et la morale au lieu d'en renouveler la forme, et cela contredit toute le développement historique antérieur. »

A quoi se réduit cette accusation ? L'histoire de toute la société jusqu'à nos jours étaient faite d'antagonismes de classes, antagonismes qui, selon les époques, ont revêtu des formes différentes.

Mais, quelle qu'ait été la forme revêtue par ces antagonismes, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles passés. Donc, rien d'étonnant si la conscience sociale de tous les siècles, en dépit de toute sa variété et de sa diversité[1], se meut dans certaines formes communes, — formes de conscience qui ne se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes.

La révolution communiste est la rupture la plus radicale[2] avec le régime traditionnel de propriété ; rien d'étonnant si

(1) Grande variété.
(2) Ici, la plus absolue, la plus complète.

dans le cours de son développement, elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles.

Mais laissons là les objections faites par la bourgeoisie au communisme.

Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.

Cela ne pourra, naturellement, se faire, au début que par une violation despotique[1] du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays.

Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat.

2. Impôt fortement progressif.

3. Abolition de l'héritage.

4. Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles.

5. Centralisation du crédit entre les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'Etat, et qui jouira d'un monopole exclusif.

6. Centralisation, entre les mains de l'Etat, de tous les moyens de transport.

7. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production ; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan d'ensemble.

8. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.

9. Combinaison du travail agricole et du travail industriel ; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne.

(1) Tyrannique.

10. Education publique et gratuite de tous les enfants ; abolition du travail des enfants dans les fabriques tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc.

Les antagonismes de classes une fois disparus dans le cours du développement, toute la production étant concentrée dans les mains des individus associés, alors le pouvoir public perd son caractère politique. Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.

III

LITTÉRATURE SOCIALISTE ET COMMUNISTE

1. — Le socialisme réactionnaire

a) Le socialisme féodal.

Par leur position historique, les aristocraties française et anglaise se trouvèrent appelées à écrire des pamphlets[1] contre la société bourgeoise. Dans la révolution française de juillet 1830[2], dans le mouvement anglais pour la Réforme[3], elles avaient succombé une fois de plus sous les coups de cette arriviste abhorrée[4]. Pour elles, il ne pouvait plus être question d'une lutte politique sérieuse. Il ne leur restait plus que la lutte littéraire. Or, même dans le domaine littéraire, la vieille phraséologie[5] de la Restauration était devenue impossible. Pour se créer des sympathies, il fallait que l'aristocratie fît semblant de perdre de vue ses intérêts propres et de dresser son acte d'accusation contre la bourgeoisie, dans le seul intérêt de la classe ouvrière exploitée. Elle se ménageait de la sorte la satisfaction de chansonner son nouveau maître et d'oser lui fredonner à l'oreille des prophéties d'assez mauvais augure[6].

(1) Écrits satiriques et polémiques.
(2) Révolution du peuple français qui mit fin à la Restauration (1815-1830), c'est-à-dire au règne des Bourbons, revenus sur le trône après la chute de Napoléon.
(3) Mouvement démocratique qui, à partir de 1832, aboutit à de profondes réformes politiques et qui se prolonge par le chartisme.
(4) Détestée, haïe.
(5) Assemblage de mots pompeux et vides de sens.
(6) Qui ne présage rien de bon.

Ainsi naquit le socialisme féodal où se mêlaient jérémiades[1] et libelles[2] échos du passé et grondements sourds de l'avenir. Si parfois sa critique amère, mordante et spirituelle frappait la bourgeoisie au cœur, son impuissance absolue à comprendre la marche de l'histoire moderne était toujours assurée d'un effet comique.

En guise de drapeau, ces messieurs arboraient la besace du mendiant, afin d'attirer à eux le peuple ; mais, dès que le peuple accourut, il aperçut les vieux blasons[3] féodaux dont s'ornait leur derrière et il se dispersa avec de grands éclats de rire irrévérencieux.

Une partie des légitimistes[4] français et la jeune Angleterre ont donné au monde ce spectacle.

Quand les champions de la féodalité démontrent que le mode d'exploitation féodal était autre que celui de la bourgeoisie, ils n'oublient qu'une chose : c'est que la féodalité exploitait dans des circonstances et des conditions tout à fait différentes et aujourd'hui périmées. Quand ils font remarquer que, sous le régime féodal, le prolétariat moderne n'existait pas, ils n'oublient qu'une chose : c'est que la bourgeoisie est précisément jaillie nécessairement de leur organisation sociale.

Ils déguisent si peu, d'ailleurs, le caractère réactionnaire de leur critique que leur principal grief[5] contre la bourgeoisie est justement de dire qu'elle assure, sous son régime, le développement d'une classe qui fera sauter tout l'ancien ordre social.

Ils reprochent plus encore à la bourgeoisie d'avoir produit un prolétariat révolutionnaire que d'avoir créé le prolétariat en général.

Aussi dans la lutte politique prennent-ils une part active à toutes les mesures de violence contre la classe ouvrière. Et dans leur vie de tous les jours, en dépit de leur phraséologie pompeuse, ils s'accommodent très bien de cueillir les pommes d'or de l'industrie et de troquer la fidélité, l'amour et l'honneur contre le commerce de la laine, du sucre de betterave et de l'eau-de-vie.

De même que le prêtre et le seigneur féodal marchèrent toujours la main dans la main, de même le socialisme clérical marche côte à côte avec le socialisme féodal.

Rien n'est plus facile que de donner une teinture de socia-

(1) Plaintes persistantes et inutiles.
(2) Écrits satiriques et diffamatoires.
(3) Emblèmes sur lesquels étaient représentées les armoiries des seigneurs.
(4) Les légitimistes étaient partisans d'un roi descendant de la branche légitime des Bourbons qui a régné de Henri IV à Charles X.
(5) Raison de mécontentement et de plainte.

lisme à l'ascétisme[1] chrétien. Le christianisme ne s'est-il pas élevé lui aussi contre la propriété privée, le mariage, l'État ? Et à leur place n'a-t-il pas prêché la charité et la mendicité, le célibat et la mortification de la chair[2], la vie monastique et l'Église ? Le socialisme chrétien n'est que l'eau bénite avec laquelle le prêtre consacre le dépit de l'aristocratie.

b) Le socialisme petit-bourgeois.

L'aristocratie féodale n'est pas la seule classe qu'ait ruinée la bourgeoisie, elle n'est pas la seule classe dont les conditions d'existence s'étiolent et dépérissent dans la société bourgeoise moderne. Les petits bourgeois et les petits paysans du moyen âge étaient les précurseurs[3] de la bourgeoisie moderne. Dans le pays où l'industrie et le commerce sont moins développés, cette classe continue à végéter à côté de la bourgeoisie florissante.

Dans le pays où s'épanouit la civilisation moderne, il s'est formé une nouvelle classe de petits bourgeois qui oscille[4] entre le prolétariat et la bourgeoisie ; fraction complémentaire de la société bourgeoise, elle se reconstitue sans cesse ; mais, par suite de la concurrence, les individus qui la composent se trouvent sans cesse précipités dans le prolétariat, et, qui plus est, avec le développement progressif de la grande industrie, ils voient approcher l'heure où ils disparaîtront totalement en tant que fraction autonome de la société moderne, et seront remplacés dans le commerce, la manufacture et l'agriculture par des contremaîtres et des domestiques.

Dans les pays comme la France, où les paysans forment bien plus de la moitié de la population, il est naturel que des écrivains qui prenaient fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie aient appliqué à leur critique du régime bourgeois des critères[5] petits-bourgeois et paysans et qu'ils aient pris parti pour les ouvriers du point de vue de la petite bourgeoisie. Ainsi, se forma le socialisme petit-bourgeois. Sismondi[6] est le chef de cette littérature, non seulement en France, mais en Angleterre aussi.

Ce socialisme analysa avec beaucoup de sagacité les contradictions inhérentes au régime de la production moderne. Il mit à

---

(1) Doctrine qui impose à ses adeptes de renoncer aux joies du monde pour se consacrer à la vie spirituelle.
(2) Privations de nourriture ; flagellations, etc., ayant pour but de dominer les sens, les passions.
(3) Qui annoncent et préparent une voie nouvelle.
(4) Va d'un côté et de l'autre en cherchant son point d'équilibre.
(5) Les critères sont les principes en vertu desquels on juge une chose.
(6) SISMONDI (Simonde de) (1773-1842). — Économiste et historien genevois.

ou les hypocrites apologies[1] des économistes. Il démontra d'une façon irréfutable les effets meurtriers du machinisme et de la division du travail, la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la fatale décadence des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie[2] dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses, la guerre d'extermination industrielle des nations entre elles, la dissolution des vieilles mœurs, des vieilles relations familiales, des vieilles nationalités.

A en juger toutefois d'après son contenu positif, ou bien ce socialisme entend rétablir les anciens moyens de production et d'échange, et, avec eux, l'ancien régime de propriété et toute l'ancienne société, ou bien il entend faire entrer de force les moyens modernes de production et d'échange dans le cadre étroit de l'ancien régime de propriété qui a été brisé, et fatalement brisé, par eux. Dans l'un et l'autre cas, ce socialisme est à la fois réactionnaire et utopique.

Pour la manufacture, le régime corporatif, pour l'agriculture, le régime patriarcal : voilà son dernier mot.

Au dernier terme de son évolution, cette école est tombée dans le lâche marasme[3] des lendemains d'ivresse.

c) Le socialisme allemand ou socialisme « vrai ».

La littérature socialiste et communiste de la France, née sous la pression d'une bourgeoisie dominante, expression littéraire de la révolte contre cette domination, fut introduite en Allemagne au moment où la bourgeoisie commençait sa lutte contre l'absolutisme féodal.

Philosophes, demi-philosophes et beaux esprits allemands se jetèrent avidement sur cette littérature, mais ils oublièrent seulement qu'avec l'importation de la littérature française en Allemagne, les conditions de vie de la France n'y avaient pas été simultanément[4] introduites. Par rapport aux conditions de vie allemandes, cette littérature française perdait toute signification pratique immédiate et prit un caractère purement littéraire. Elle ne devait plus paraître qu'une spéculation oiseuse[5] sur la *réalisation de la nature humaine*. Ainsi, pour les philosophes allemands du XVIIIe siècle, les revendications de la première Révolution française n'étaient que les revendications de la « raison pratique », en général, et les manifestations de la volonté des

(1) Appréciations élogieuses.
(2) Littéralement : absence de gouvernement. Ici, absence de direction ou plan.
(3) Manque d'activité et de mouvement.
(4) En même temps.
(5) Discussion vide de sens.

bourgeois révolutionnaires de France n'exprimaient à leurs yeux que les lois de la volonté pure, de la volonté telle qu'elle doit être, de la volonté véritablement humaine.

L'unique travail des littérateurs allemands, ce fut de mettre à l'unisson les nouvelles idées françaises et leur vieille conscience philosophique, ou plutôt de s'approprier les idées françaises en partant de leur point de vue philosophique.

Ils se les approprièrent comme on fait d'une langue étrangère, par la traduction.

On sait comment les moines recouvrirent les manuscrits[1] des œuvres classiques de l'antiquité païenne[2] d'absurdes légendes des saints catholiques. A l'égard de la littérature française profane[3], les littérateurs allemands procédèrent inversement. Ils glissèrent leurs insanités philosophiques sous l'original français. Par exemple, sous la critique française du régime de l'argent, ils écrivirent « aliénation de la nature humaine », sous la critique française de l'Etat bourgeois, ils écrivirent « abolition du règne de l'universalité abstraite », et ainsi de suite.

La substitution de cette phraséologie philosophique aux développements français, ils la baptisèrent : « philosophie de l'action », « socialisme vrai », « science allemande du socialisme », « justification philosophique du socialisme », etc...

De cette façon, on émascula[4] formellement la littérature socialiste et communiste française. Et, comme entre les mains des Allemands elle cessait d'être l'expression de la lutte d'une classe contre une autre, nos gens se félicitèrent de s'être élevés au-dessus de l'*étroitesse française* et d'avoir défendu non pas de vrais besoins, mais le « besoin du vrai » ; non pas les intérêts du prolétaire, mais les intérêts de l'être humain, de l'homme en général, de l'homme qui n'appartient à aucune classe ni à aucune réalité et qui n'existe que dans le ciel embrumé de l'imagination philosophique.

Ce socialisme allemand, qui prenait si solennellement au sérieux ses maladroits exercices d'écolier et qui les claironnait avec un si bruyant charlatanisme[5], perdit cependant peu à peu son innocence pédantesque[6].

Le combat de la bourgeoisie allemande et surtout de la bourgeoisie prussienne contre les féodaux et la monarchie absolue, en un mot le mouvement libéral, devint plus sérieux.

---

(1) Avant l'invention de l'imprimerie, les livres étaient écrits à la main. On les appelait des manuscrits.

(2) C'est-à-dire avant l'apparition du christianisme.

(3) Non initié. Ici, employé dans le sens de littérature contraire aux idées établies.

(4) On lui enleva sa virilité. On l'affaiblit.

(5) Ensemble des moyens pour exploiter la crédulité publique.

(6) Qui a la prétention de tout savoir.

De la sorte, le *vrai* socialisme eut l'occasion tant souhaitée d'opposer au mouvement politique les revendications socialistes. Il put lancer les anathèmes[1] traditionnels contre le libéralisme, le régime représentatif, la concurrence bourgeoise, la liberté bourgeoise de la presse, le droit bourgeois, la liberté et l'égalité bourgeoises ; il put prêcher aux masses qu'elles n'avaient rien à gagner, mais au contraire, tout à perdre à ce mouvement bourgeois. Le socialisme allemand oublia, fort à propos, que la critique française, dont il était l'insipide écho supposait la société bourgeoise moderne, avec les conditions matérielles d'existence qui y correspondent et une Constitution politique appropriée, — toutes choses que, pour l'Allemagne, il s'agissait précisément encore de conquérir.

Pour les gouvernements absolus de l'Allemagne, avec leur cortège de prêtres, de pédagogues[2], de hobereaux[3] et de bureaucrates, ce socialisme devint, contre la bourgeoisie menaçante l'épouvantail rêvé.

Il ajouta son hypocrisie doucereuse aux coups de fouet et aux coups de fusil, par lesquels ces mêmes gouvernements répondaient aux émeutes des ouvriers allemands.

Si le *vrai* socialisme devint ainsi une arme contre la bourgeoisie allemande aux mains des gouvernements, il représentait directement, en outre, un intérêt réactionnaire, l'intérêt de la petite bourgeoisie allemande. La classe des petits bourgeois léguée par le XVIe siècle, et depuis lors sans cesse renaissante sous des formes diverses, constitue pour l'Allemagne la vraie base sociale du régime établi.

La maintenir, c'est maintenir en Allemagne le régime existant. La suprématie industrielle et politique de la grande bourgeoisie menace cette petite bourgeoisie de déchéance certaine, par suite de la concentration des capitaux, d'une part, et de l'apparition d'un prolétariat révolutionnaire, d'autre part. Le *vrai* socialisme lui parut pouvoir faire d'une pierre deux coups. Il se propagea comme une épidémie.

Des étoffes légères de la spéculation, les socialistes allemands firent un ample vêtement, brodé des fines fleurs de leur rhétorique[4], tout imprégné d'une chaude rosée sentimentale, et ils en habillèrent le squelette de leurs « vérités éternelles », — ce qui, auprès d'un tel public, ne fit qu'activer l'écoulement de leur marchandise.

---

(1) Condamnations.
(2) Ceux qui enseignent. Ici, ceux qui faisaient étalage de leur science.
(3) Gros propriétaires terriens.
(4) L'art de l'éloquence. Ici, l'art d'embellir le socialisme bourgeois, qui n'avait rien de socialiste.

De son côté, le socialisme allemand comprit de mieux en mieux que c'était sa vocation d'être le représentant grandiloquent de cette petite bourgeoisie.

Il proclama que la nation allemande était la nation normale et le philistin[1] allemand l'homme normal. A toutes les infamies de cet homme normal, il donna un sens occulte[2], un sens supérieur et socialiste qui leur faisait signifier le contraire de ce qu'elles étaient. Il alla jusqu'au bout, s'élevant contre la tendance « brutalement destructive » du communisme et proclamant qu'il planait impartialement au-dessus de toutes les luttes de classes. A quelques exceptions près, toutes les publications prétendues socialistes ou communistes qui circulent en Allemagne appartiennent à cette sale et énervante littérature (*).

2. — Le socialisme conservateur ou bourgeois

Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux anomalies sociales, afin de consolider la société bourgeoise.

Dans cette catégorie, se rangent les économistes[4], les philanthropes[5], les humanitaires[6], les gens qui s'occupent d'améliorer le sort de la classe ouvrière, d'organiser la bienfaisance, de protéger les animaux, de fonder des sociétés de tempérance, bref, les réformateurs en chambre de tout acabit[7]. Et l'on est allé jusqu'à élaborer ce socialisme bourgeois en systèmes complets.

Citons, comme exemple, la *Philosophie de la misère* de Proudhon[8].

Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement. Ils veulent la société actuelle, mais expurgée [9] des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. La bourgeoisie, comme de juste, se représente le monde où elle domine comme le meilleur des mondes. Le socialisme bourgeois systématise plus ou moins à

(*) La tourmente révolutionnaire de 1848 a balayé toute cette pitoyable école et enlevé à ses partisans toute envie de faire encore du socialisme. Le principal représentant et le type classique de cette école est M. Karl Grün (3). (Note d'Engels.)

(1) C'est-à-dire le petit bourgeois sans enthousiasme, aux idées bornées.
(2) Caché, secret.
(3) GRÜN (Karl) (1813-1887). — Socialiste allemand, auteur d'un livre sur le « Mouvement social en France et en Belgique » (1845).
(4) Ceux qui s'occupent d'économie politique, c'est-à-dire de la science qui traite de la production et de l'échange.
(5) Ceux qui prétendent aimer les hommes et vouloir améliorer leur sort.
(6) Ceux qui prétendent vouloir s'occuper des intérêts de l'humanité, mais qui, en fait, ne s'attaquent pas au mal à la base.
(7) De toute espèce, bons ou mauvais.
(8) PROUDHON (1809-1865). — Socialiste petit bourgeois français. Dans « Misère de la Philosophie », Marx soumit à une critique impitoyable toutes ses théories.
(9) Débarrassée.

fond cette représentation consolante. Lorsqu'il somme le prolétariat de réaliser ses systèmes et d'entrer dans la nouvelle Jérusalem[1], il ne fait que l'inviter, au fond, à s'en tenir à la société actuelle, mais à se débarrasser de la conception haineuse qu'il s'en fait.

Une autre forme de socialisme, moins systématique, mais plus pratique, essaya de dégoûter les ouvriers de tout mouvement révolutionnaire, en leur démontrant que ce n'était pas telle ou telle transformation politique, mais seulement une transformation des conditions de la vie matérielle, des rapports économiques, qui pouvait leur profiter. Notez que, par transformation des conditions de la vie matérielle, ce socialisme n'entend aucunement l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes qui, par conséquent, ne changent rien aux rapports du Capital et du Salariat et ne font, tout au plus, que diminuer pour la bourgeoisie les frais de sa domination et alléger le budget de l'Etat.

Le socialisme bourgeois n'atteint son expression adéquate[2] que lorsqu'il devient une simple figure de rhétorique.

Le libre échange[3], dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des droits protecteurs, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Des prisons cellulaires, dans l'intérêt de la classe ouvrière ! Voilà le dernier mot du socialisme bourgeois, le seul qu'il ait dit sérieusement.

Car le socialisme bourgeois tient tout entier dans cette affirmation que les bourgeois sont des bourgeois — dans l'intérêt de la classe ouvrière.

3. — Le socialisme et le communisme critico-utopiques

Il ne s'agit pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a formulé les revendications du prolétariat (écrits de Babeuf[4], etc.).

Les premières tentatives directes du prolétariat pour faire

(1) La nouvelle Jérusalem est, au sens religieux, le séjour des élus. Les socialistes petits bourgeois présentaient comme un paradis leur société idéale qui n'était, en réalité, que la société bourgeoise dont ils ne voulaient pas voir les contradictions.

(2) Qui convient exactement.

(3) Système économique fondé sur l'abolition des barrières douanières et la liberté des transactions internationales.

(4) BABEUF (François, dit Gracchus) (1760-1797). — Révolutionnaire français, chef de la conspiration « pour l'Égalité », dont les membres s'appelaient les Égaux. Son but ainsi était l'établissement du communisme. Dénoncé par un traître, il fut arrêté, jugé, condamné à mort et guillotiné.

prévaloir ses propres intérêts de classe, faites en un temps d'effervescence[1] générale, dans la période du renversement de la société féodale, échouèrent nécessairement, tant du fait de l'état embryonnaire[2] du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation, conditions qui ne peuvent être que le résultat de l'époque bourgeoise. La littérature révolutionnaire qui accompagnait ces premiers mouvements du prolétariat a forcément un contenu réactionnaire. Elle préconise un ascétisme universel et un égalitarisme[3] grossier.

Les systèmes socialistes et communistes proprement dits, les systèmes de Saint-Simon[4], de Fourier[5], d'Owen[6], etc., font leur apparition dans la première période de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, période décrite ci-dessus (*).

Les inventeurs de ces systèmes se rendent bien compte de l'antagonisme des classes, ainsi que de l'action d'éléments dissolvants dans la société dominante elle-même. Mais ils n'aperçoivent, du côté du prolétariat, aucune spontanéité historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre.

Comme le développement de l'antagonisme des classes marche de pair avec le développement de l'industrie, ils n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat et se mettent en quête d'une science sociale, de lois sociales, dans le but de créer ces conditions.

A l'activité sociale, ils substituent leur propre ingéniosité ; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes ; à l'organisation graduelle et spontanée du prolétariat en classe, une organisation de la société fabriquée de toutes pièces par eux-mêmes. Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société.

Dans la confection de ces plans, toutefois, ils ont conscience de défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'elle est la classe la plus souffrante. Pour eux, le prolétariat n'existe que sous cet aspect de la classe la plus souffrante.

Mais la forme rudimentaire de la lutte des classes, ainsi que

---

(*) Voir « Bourgeois et prolétaires ».

(1) Agitation des esprits poussée à l'extrême.

(2) En germe ; non encore développé.

(3) Egalité dans tous les domaines aussi inconcevable que l'uniformité des individus.

(4) SAINT-SIMON (1760-1825). — Socialiste utopique qui, toute sa vie, se préoccupa de réorganisation économique et sociale. Il se proposait pour but « d'améliorer le plus promptement et le plus complètement possible l'existence morale et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ».

(5) FOURIER (Charles) (1772-1837). — L'un des plus grands noms du socialisme utopique. Si son système d'harmonie sociale fourmille d'enfantillages, il y a des traits de génie dans sa critique de l'ordre capitaliste.

(6) OWEN (1771-1858). — Grand industriel anglais qui fit de sa filature de New Lanark une société communiste modèle. Mais son communisme était essentiellement humanitaire et utopique.

leur propre position sociale les portent à se considérer comme bien au-dessus de tout antagonisme de classes. Ils désirent améliorer les conditions matérielles de la vie pour tous les membres de la société, même les plus privilégiés. Par conséquent, ils ne cessent de faire appel à la société tout entière sans distinction, et même ils s'adressent de préférence à la classe régnante. Car, en vérité, il suffit de comprendre leur système pour reconnaître que c'est le meilleur de tous les plans possibles de la meilleure des sociétés possibles.

Ils repoussent donc toute action politique et surtout toute action révolutionnaire ; ils cherchent à atteindre leur but par des moyens pacifiques et essayent de frayer un chemin au nouvel évangile[1] social par la force de l'exemple, par des expériences en petit, qui échouent naturellement toujours.

La peinture fantaisiste de la société future, à une époque où le prolétariat, peu développé encore, envisage sa propre situation d'une manière elle-même fantaisiste, correspond aux premières aspirations instinctives des ouvriers vers une transformation complète de la société.

Mais les écrits socialistes et communistes renferment aussi des éléments critiques. Ils attaquent la société existante dans ses bases. Ils ont fourni, par conséquent, en leur temps, des matériaux d'une grande valeur pour éclairer les ouvriers. Leurs propositions positives en vue de la société future — suppression de l'antagonisme entre la ville et la campagne, abolition de la famille, du gain privé et du travail salarié, proclamation de l'harmonie sociale et transformation de l'Etat en une simple administration de la production — toutes ces propositions ne font qu'annoncer la disparition de l'antagonisme des classes, antagonisme qui commence seulement à se dessiner et dont les faiseurs de systèmes ne connaissent encore que les premières formes indistinctes et confuses. Aussi, ces propositions n'ont-elles encore qu'un sens purement utopique.

L'importance du socialisme et du communisme critico-utopiques est en raison inverse du développement historique. A mesure que la lutte des classes s'accentue et prend forme, cette façon de s'élever au-dessus d'elle par l'imagination, cette opposition imaginaire qu'on lui fait, perdent toute valeur pratique, toute justification théorique. C'est pourquoi, si, à beaucoup d'égards, les auteurs de ces systèmes étaient des révolutionnaires, les sectes que forment leurs disciples sont toujours réactionnaires, car ces disciples s'obstinent à maintenir les vieilles conceptions de leurs maîtres en face de l'évolution historique du prolétariat. Ils cherchent donc, et en cela ils sont logiques, à émousser la lutte des classes et à concilier les antagonismes. Ils continuent à rêver

(1) Ici, doctrine.

la réalisation expérimentale[1] de leurs utopies sociales — établissement de phalanstères isolés, création de colonies à l'intérieur, fondation d'une petite Icarie (*), édition in-douze de la Nouvelle Jérusalem, — et, pour la construction de tous ces châteaux en Espagne, ils se voient forcés de faire appel au cœur et à la caisse des philanthropes bourgeois. Petit à petit, ils tombent dans la catégorie des socialistes réactionnaires ou conservateurs dépeints plus haut et ne s'en distinguent plus que par un pédantisme plus systématique et une foi superstitieuse et fanatique dans l'efficacité miraculeuse de leur science sociale.

Ils s'opposent donc avec acharnement à toute action politique de la classe ouvrière, une pareille action ne pouvant provenir, à leur avis, que d'un manque de foi aveugle dans le nouvel évangile.

Les owenistes en Angleterre, les fouriéristes en France réagissent, les uns contre les chartistes[2], les autres contre les réformistes[3].

4. — Position des communistes envers les différents partis d'opposition

D'après ce que nous avons dit au chapitre II, la position des communistes à l'égard des partis ouvriers déjà constitués s'explique d'elle-même, et, partant, leur position à l'égard des chartistes en Angleterre et des réformateurs agraires dans l'Amérique du Nord.

Ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement. En France, les communistes se rallient au Parti démocrate-socialiste (*) contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en

(*) Owen appelait ses sociétés communistes modèles « des home-colonies » (colonies à l'intérieur). Le phalanstère était le nom des palais sociaux imaginés par Fourier. On appelait Icarie le pays fantastique dont Cabet décrivait les institutions communistes. (Note d'Engels.)

(*) Ce qu'on appelait alors en France le Parti démocrate-socialiste était représenté en politique par Ledru-Rollin (4) et dans la littérature par Louis Blanc (5) ; il était donc à cent lieues de la social-démocratie allemande d'aujourd'hui. (Note d'Engels.)

(1) Expérience pratique.

(2) Le Chartisme agita, de 1838 à 1848, profondément la classe ouvrière anglaise. Il avait pour but immédiat l'établissement du suffrage universel.

(3) Il s'agit ici des partisans du journal La Réforme.

(4) LEDRU-ROLLIN (1807-1874). — Homme politique français, l'un des chefs du parti radical petit-bourgeois et du mouvement pour le suffrage universel avant 1848. Il fut, en décembre 1848, le candidat des républicains avancés à la présidence de la République.

(5) BLANC (Louis) (1811-1882). — Historien et homme politique. Sa fameuse brochure sur l'Organisation du travail est de 1839. C'était un simple réformiste social, farouche adversaire de la Commune.

se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire.

En Suisse, ils appuient les radicaux, sans méconnaître que ce parti se compose d'éléments contradictoires, moitié de démocrates socialistes, dans l'acception française du mot, moitié de bourgeois radicaux.

En Pologne, les communistes soutiennent le parti qui voit, dans une révolution agraire, la condition de l'affranchissement national, c'est-à-dire le parti qui fit, en 1846 l'insurrection de Cracovie [1].

En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie.

Mais, à aucun moment, il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt détruites les classes réactionnaires de l'Allemagne, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

C'est vers l'Allemagne surtout que se tourne l'attention des communistes, parce que l'Allemagne se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise, parce qu'elle accomplira cette révolution européenne et avec un prolétariat infiniment plus développé que l'Angleterre et la France au XVIIe et au XVIIIe siècles, et que, par conséquent, la révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude [2] immédiat d'une révolution prolétarienne.

En somme, les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.

Dans tous ces mouvements, ils mettent en avant la question de propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement.

Enfin, les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis démocratiques de tous les pays.

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs

---

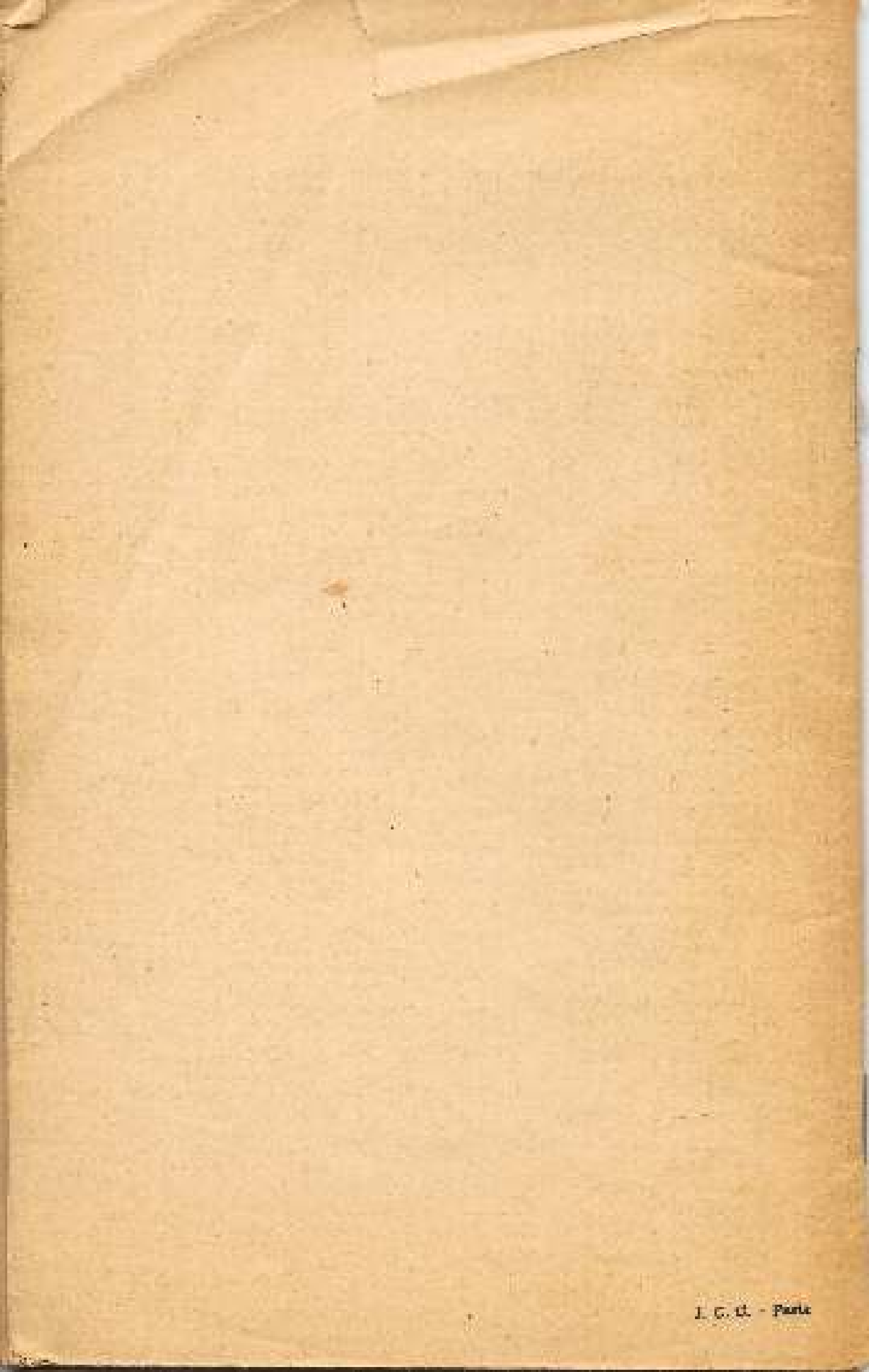
(1) CRACOVIE (Insurrection de). — Fomentée, en février 1846, par les nobles polonais ruinés, elle eut pour but l'émancipation de la Pologne accompagnée d'une réforme agraire très hardie allant jusqu'au communisme. Les insurgés furent massacrés par les paysans ruthènes excités contre eux par le gouvernement autrichien et qu'ils ne surent pas rallier à leur cause.

(2) Ce qui précède.

opinions et leurs projets. Il proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

TABLE DES MATIÈRES



I. C. C. - Paris

DIFFUSE PAR LE C.D.L.P.
142, Bd Diderot :: Paris-12e
C.C.P. 1629.39

PRIX : 15